

PERMETTRE L'ESSOR DE PROJETS TRANSFRONTALIERS

Le plan va être prolongé et sa dotation doublée. Mais encore faudrait-il passer d'un « plan d'investissement en Europe » à un « plan d'investissement pour l'Europe ».

Les investissements de long terme recouvrent un double enjeu : celui d'un rebond de l'économie et de la mise en route de la société de demain. Confrontations Europe y travaille depuis des années et y a consacré un colloque, le 15 juin dernier⁽¹⁾. Au moment où le président Juncker propose de doubler le montant et la durée du plan d'investissements pour l'Europe, il est utile de revenir sur ce sujet majeur.

La nécessité de développer les investissements tout en y impliquant la puissance publique est aujourd'hui soutenue par de grandes institutions, comme l'OCDE qui s'alarme de la faiblesse de la croissance mondiale et insiste pour que ces investissements soient ciblés afin de mettre sur les rails l'économie de demain (l'investissement dans les moyens humains étant une des priorités à mettre en œuvre). Soulignons que l'engagement de la puissance publique dans les investissements de long terme ne réduit ni le besoin de réformes structurelles ni celui d'avancées de l'Union des Marchés de capitaux.

Au cours d'une récente rencontre entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et de nombreux acteurs européens, nous avons aussi constaté que notre évaluation du mois de juin, mettant en évidence le besoin d'infléchir la mise en œuvre du plan Juncker, était de plus en plus partagée. En bref, si nous soutenons, à Confrontations Europe, le plan Juncker, nous considérons vital de passer d'un « plan d'investissement en Europe » à un « plan d'investissement pour l'Europe ». Cela signifie très concrètement qu'il faut un lien étroit entre les politiques



Le Conseil européen
doit assumer
pleinement son rôle

décidées au niveau européen (numérique, transition énergétique...) et les projets bénéficiant de la garantie assurée par le plan Juncker.

Pour y parvenir, il faudrait que le Conseil européen assume pleinement son rôle de dirigeant politique à l'égard de la BEI. Il faudrait aussi que les critères d'évaluation des projets retenus par la BEI soient plus transparents, et pouvoir s'assurer que les modalités de financements soient optimales et diversifiées selon la nature des projets. Il convient également de favoriser la mise en place des projets en aidant les pays les moins bien lotis, et impliquer le plus possible les territoires et les acteurs économiques et sociaux à l'élaboration des projets. Il semble que la BEI veuille aller globalement dans ce sens. Mais la tâche est ardue et Jean-Claude Juncker n'en a rien dit dans son discours du 14 septembre sur l'état de l'Union.

Les difficultés rencontrées par les projets transfrontaliers (qui sont un autre moyen de réduire la fragmentation) sont une autre illustration de la nécessité d'améliorer la gouver-

nance de montage et de finalisation des investissements dans le cadre du plan Juncker. Les projets d'investissements à cheval sur les frontières ne manquent pas mais leur mise en œuvre est compliquée, et très rares sont ceux qui sont financés par le plan Juncker. Il n'existe pas d'institution unique transnationale ayant compétence pour décider une politique de clusters ou d'infrastructures de transports... bien qu'il s'agisse de domaines importants pour les territoires et les populations concernées. Il faut pour réussir mettre en place des collaborations impliquant partenaires économiques, financiers,

politiques, administratifs ayant des cultures différentes. La plateforme de la BEI, tout comme le soutien apporté par les banques nationales de développement, fournissent une aide indispensable à la finalisation de ces projets d'intérêt transnational.

Les investissements de long terme, dont les Européens ont besoin, ne se limitent pas à la réussite et à la réorientation du plan Juncker. L'UE et l'Union économique et monétaire (UEM) devraient adopter les politiques macroéconomiques créant le cadre favorable et impulsant la dynamique. On pouvait espérer qu'au lendemain du Brexit, le choc allait permettre de dépasser les désaccords et la méfiance entre chefs de gouvernements mais il semble bien que nos espoirs doivent être très modérés. Raison de plus pour que ce qui fonctionne, en l'occurrence le plan Juncker, soit un véritable outil au service des intérêts des Européens. ☞

Marcel Grignard, président
de Confrontations Europe

¹⁾ In *Confrontations-La Revue* n° 114, dossier ILT, p. 22 à 25.